APPRÉCIATIONS DE LA PRESSE ANGLAISE

(Du " **Monetary Times** " de Toronto.)

Dans l'histoire moderne du commerce, il n'y a pas d'épisode plus intéressant que le *rapprochement* qui s'opère entre la France et l'ancienne colonie fondée par elle sur les bords du Saint-Laurent. Ce serait une curieuse ironie du sort si, après un siècle de séparation politique, la France et le Canada devenaient plus utiles l'un à l'autre, sous le rapport commercial, qu'ils ne le furent jamais alors qu'ils occupaient la position respective de mère-patrie et de colonie. Louis XIV était parfois affligé de voir que la colonie ne rapportait rien au commerce, et n'eût été l'orgueil national ou la jalousie internationale, la France eût volontiers laissé à la dérive une colonie qui pourtant lui était chère à plus d'un titre.

La France sourit de nouveau à sa colonie perdue, chez qui elle cherche des avantages commerciaux, sans regretter la perte de ses attaches politiques.

En premier lieu est venu l'emprunt de $4,000,000, de capital français, par le gouvernement de Québec, puis une compagnie de prêt au capital de $5,000,000, s'est formée à Paris, ayant le Canada pour champ d'opérations. Immédiatement après est survenue l'*Union Sucrière du Canada*, fondée aussi à Paris, pour exploiter la betterave à sucre. Ces trois items comprennent un montant de $11,000,000 — le tout a été souscrit en quelques mois à peine ; ou pour mieux dire, tout cela a surgi spontanément. Et ce n'est pas tout. Une compagnie financièrefrançaise doit, dit-on, entrer dans le syndicat qui a entrepris la construction du chemin de fer du Pacifique. La province de Québec recevra une nouvelle vie des deux entreprises qui l'intéressent plus particulièrement, et par suite le Canada tout entier en bénéficiera considérablement.